

SYNTHÈSE

## LES ENTRETIENS DE LA COMMUNAUTÉ MÉDITERRANÉENNE DE L'ÉNERGIE

Les voix des entreprises  
dans le débat pour la  
construction d'un partenariat  
énergétique  
euro-méditerranéen

Caroline Orjebin-Yousfaoui & Marjorie Cessac,  
avec la collaboration du Dr Mourad Preure



**IPAMED**

- INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN -

## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION .....	2
<b>Principaux constats partagés par les entreprises</b> .....	2
Les initiatives menées en matière de coopération énergétique euro- méditerranéenne ont eu peu de résultats . . . .	2
L'absence de vision commune en Europe... Et en Méditerranée .....	2
L'instabilité créée par les révolutions dans les pays arabes et la crispation engendrée par la crise économique au Nord .....	2
L'approfondissement du partenariat énergétique euro-méditerranéen : une nécessité .....	2
Vers une intégration régionale reposant sur un partage des compétences et des savoir-faire .....	2
Les entreprises, acteurs centraux du développement de la CME.....	2
<b>Conditions nécessaires à l'émergence d'une CME : recommandations des chefs d'entreprise</b> .....	2
Un cadre réglementaire qui protège les investissements et facilite les échanges. . .	2
Une politique énergétique européenne claire de l'UE, alliant les pays du Sud. ....	2
Une convergence d'actions par le soutien aux projets existants comme Medgrid et Med-REG .....	2
Un marché de l'électricité dans les pays méditerranéens. ....	2
Un réseau énergétique transméditerranéen . .	2
Un cadastre des énergies renouvelables dans les Psem .....	2
Une coproduction et le transfert de savoir-faire .....	2

## INTRODUCTION

SUITE À LA PARUTION de son rapport *Vers une communauté euro-méditerranéenne de l'énergie*<sup>1</sup> publié en mai 2013, Ipemed a souhaité interviewer des grandes entreprises du secteur de l'énergie des deux rives de la Méditerranée, sur la base d'un canevas de questions communes, afin de recueillir leur avis et leurs suggestions sur les réalités, les limites et les potentialités d'un partenariat énergétique euro-méditerranéen. En effet, la question de la coopération régionale, notamment industrielle, est au cœur d'une future Communauté méditerranéenne de l'énergie.

Dix entreprises ont été interviewées entre juin et octobre 2013 dans le cadre d'entretiens sur site et d'échanges de mails :

- **Abengoa** (Espagne)
- **Areva** (France)
- **Gas Natural** (Espagne)
- **GDF SUEZ** (France)
- **Medgrid** (France)
- **Onee** (Office national de l'électricité et de l'eau potable, Maroc)
- **Repsol** (Espagne)
- **Siemens** (Allemagne)
- **Sonelgaz** (Algérie)
- **Teias** (Turquie)

Les entretiens ont été réalisés par Marjorie Cessac, journaliste, avec la contribution du docteur Mourad Preure, expert international en énergie, pour les entretiens en Algérie.

Ils ont permis de dresser une synthèse des principaux constats partagés par les industriels du Nord et du Sud de la Méditerranée, valorisant notamment les bénéfices d'une approche industrielle et économique du partenariat énergétique euro-méditerranéen, en complément de son aspect institutionnel et politique.

Ces entretiens ont également permis d'identifier des axes d'évolution pour envisager la mise en place d'une Communauté euro-méditerranéenne de l'énergie.

À l'heure où les États membres de l'Union pour la Méditerranée finalisent les grandes lignes directrices d'un Plan solaire méditerranéen – document stratégique devant fixer le cadre d'action méditerranéen en matière d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique – ce travail de collecte et de synthèse des différents points de vue des industriels de ce secteur devrait permettre de mieux faire connaître les attentes du secteur privé dans les débats pour la mise en place de politiques régionales de l'énergie, notamment auprès des institutions européennes et méditerranéennes en charge de leur définition.

1. Collection  
Construire la  
Méditerranée,  
mai 2013, Moncef  
Ben Abdallah,  
Samir Allal, Jacques  
Kappauf, Mourad  
Preure.

## Principaux constats partagés par les entreprises

### Les initiatives menées en matière de coopération énergétique euro-méditerranéenne ont eu peu de résultats

TOUS LES INTERVENANTS, notamment ceux du Sud, déplorent que les initiatives menées jusqu'à présent sur le plan institutionnel n'aient pas été à la hauteur des enjeux.

**ONEE** “ Il y a eu des réalisations positives dans le passé. Des coopérations ont été mises en œuvre [...] Mais si je suis plutôt satisfait des réformes passées, je reste plus circonspect sur l'avenir. Les institutions manquent souvent de réactivité et sont souvent à la traîne par rapport aux besoins croissants en matière d'énergie...

**SONELGAZ** “ Toutefois, les résultats sont en deçà des attentes en absence d'initiative de développement des infrastructures énergétiques pour véhiculer ces échanges et surtout de cadre transparent pour l'ouverture du marché européen aux pays du Sud, sans restriction (voir l'article 9 de la directive européenne sur les énergies renouvelables).

CONCERNANT les projets industriels de grande envergure comme Desertec, la critique est plus ou moins sévère selon les acteurs. Abengoa, qui fait partie du projet, relativise l'échec de ce dernier. Mais la majorité des intervenants restent sceptiques sur l'initiative, que d'aucuns croient déjà enterrée.

Même si elle est souvent critiquée pour sa difficulté à fédérer autant d'États et pour la lourdeur administrative que sa constitution engendre, l'Union pour la Méditerranée (UPM) est régulièrement citée comme l'instance la plus à même d'abriter une communauté méditerranéenne de l'énergie.

**GAS NATURAL** “ La première étant, que dans une certaine mesure, nous disposons déjà d'une structure de coopération politique : l'Union pour la Méditerranée [...] Alors, pourquoi ne pas concevoir cette communauté de l'énergie comme une branche de l'UPM ?

**AREVA** “ Pour aller plus loin, le Processus de Barcelone, l'Union pour la Méditerranée, [...] constituent des cadres institutionnels [...] appelés à formaliser la coopération entre les pays du pourtour méditerranéen, notamment dans le domaine énergétique.

**GDF SUEZ** “ L'Union pour la Méditerranée doit être ressuscitée et repensée pour aller de l'avant. Cela afin que le volume d'investissement soit élargi.

LE MANQUE de portée des initiatives menées à ce jour est à imputer, selon les intervenants, à deux causes. Une cause structurelle : l'absence de cohésion et de vision partagée entre les pays européens et aussi méditerranéens. Une cause plus conjoncturelle : l'instabilité issue des révolutions arabes et la crise engendrée par la crise économique au Nord.

### L'absence de vision commune en Europe... Et en Méditerranée

IL N'Y A PAS de stratégie commune en matière énergétique au sein même de l'Union européenne, rappelle-t-on chez tous les intervenants. Entre la politique française toujours très axée sur le nucléaire (bien qu'en diminution) et la volonté de développer à marche forcée les renouvelables en Allemagne et en Espagne, les choix souverains continuent de prendre le dessus.

- AREVA** “ Une visibilité à long terme et une vision commune sont indispensables pour mobiliser les moyens nécessaires au développement d'une coopération énergétique des deux côtés de la Méditerranée.
- ONEE** “ Il faut que l'Europe adopte une vision commune et intégrée pour que des partenariats stratégiques entre entreprises puissent se nouer.
- REPSOL** “ Il faudrait que l'UE ait une vision commune claire de sa politique énergétique. Qu'elle exprime ses objectifs en matière d'exportations-importations en provenance du Nord de l'Afrique, sur la façon dont elle va traiter avec les partenaires de ces pays-là, et ce, à un horizon lointain de 2030-2050.

CETTE STRATÉGIE commune reste plus embryonnaire encore lorsque l'on traverse la Méditerranée. Le Maroc est reconnu pour avoir entrepris une série de réformes dans ce secteur et mis en œuvre un plan de développement des renouvelables très avancé. Mais il reste encore perçu par les entreprises comme une exception. Par ailleurs la mise en convergence normative et technique des trois pays du Maghreb si elle a débuté, n'en est encore qu'à ses prémices et doit être encouragée. Les liens avec les pays voisins ne demandent qu'à être approfondis dans ce cadre, pour accélérer la convergence normative.

- ONEE** “ Il faudrait bâtir un marché de l'électricité et du gaz naturel dans la région.

### L'instabilité créée par les révolutions dans les pays arabes et la crispation engendrée par la crise économique au Nord

LA PERCEPTION d'une instabilité politique et institutionnelle des pays arabes suite aux révolutions en Tunisie, en Égypte, en Libye et aux mouvements de protestation dans le monde arabe de ces derniers mois rend les entreprises européennes réticentes à investir massivement dans ces pays et en Méditerranée plus généralement.

La question de la sécurisation des investissements et de la sécurité du personnel et des infrastructures énergétiques revient très fréquemment dans le discours des entreprises du Nord mais aussi du Sud, comme un frein important au développement des investissements du secteur privé dans les Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (Psem).

- ABENGOA** “ Les entreprises ne s'impliqueront davantage que dès lors que les conditions seront bonnes pour faire des affaires, tant du point de vue législatif que des conditions de sécurité pour leurs employés.
- AREVA** “ L'implication des entreprises ne se fera qu'à condition d'instaurer un cadre réglementaire stable, incitatif et prenant en compte la difficulté à prévoir le long terme. Sans ces conditions, les investissements ne pourront être réalisés et les comportements orientés.

- GDF SUEZ** “ Le Groupe a participé, en avril de cette année, à la consultation lancée par le Quai d’Orsay sur l’intérêt de l’extension du Traité de la charte de l’énergie (TCE) aux pays de l’Afrique du Nord et du Proche et Moyen-Orient afin de favoriser la mise en place d’un cadre juridique stable permettant de faciliter les investissements, notamment dans les projets d’efficacité énergétique et d’énergies renouvelables.
- ONEE** “ Sans garantie et sans un cadre réglementaire solide, les entrepreneurs ne peuvent être incités à investir. Il faut des signaux rassurants de part et d’autre des deux rives. [...] Par ailleurs, il est frappant de constater le changement fréquent des personnes à la tête des entreprises, notamment en Tunisie et en Libye. Cette instabilité ralentit la prise de décision.
- SONELGAZ** “ La question des infrastructures et de la sécurisation des investissements reste déterminante.

PAR AILLEURS, tous les intervenants soulignent que le contexte économique difficile de l’Europe est souvent source de crispation sur la maîtrise de ses flux de ressources et de matières premières, alors que cette situation pourrait être le moteur d’une « *mise en commun des problèmes et des solutions* » selon les mots de Andreas Goergen (Siemens), comme ce fut le cas à l’origine de la constitution de la Communauté européenne du charbon et de l’acier.

## L’approfondissement du partenariat énergétique euro-méditerranéen : une nécessité

LES ENJEUX de la production et de la consommation sont au cœur des relations énergétiques dans la région. Tous les interlocuteurs sont lucides sur la dépendance mutuelle des deux rives de la Méditerranée sur le plan énergétique en matière d’hydrocarbures et, de manière croissante, d’électricité.

- AREVA** “ Aujourd’hui 20 % du gaz et 15 % du pétrole consommés en Europe viennent d’Afrique du Nord et, de façon symétrique, 60 % des exportations de pétrole et 84 % des exportations de gaz sont à destination de l’Europe.
- GAS NATURAL** “ Certains pays du Nord sont dans une large mesure dépendants des importations du Sud. Par exemple, l’Espagne importe plus de 40 % de son gaz pour sa consommation d’Algérie, de Libye, et d’Égypte. Mais le Sud est aussi dépendant du Nord : plus de 90 % de ses exportations vont vers l’UE. Enfin, il ne faut pas omettre qu’il existe au moins un cas dans lequel les flux vont dans la direction opposée : l’Espagne fournit 17 % de l’électricité consommée au Maroc à travers la connexion électrique qui passe dans le détroit de Gibraltar.
- REPSOL** “ De son côté, l’Europe, il faut le rappeler, est importateur net d’énergie. Elle achète environ 17 % de son gaz et 14 % de son pétrole en Afrique du Nord. Et elle continuera à importer des hydrocarbures au cours des prochaines années.

TOUS SOULIGNENT donc les bienfaits qu’apporterait un partenariat plus approfondi entre les pays des deux rives, à tous les niveaux, tant politique qu’entrepreneurial mais insistent sur la nécessité de penser celui-ci dans une optique de long terme.

- GAS NATURAL** “ Un tel partenariat répondrait à plusieurs objectifs. Le premier étant qu'il soutiendrait le développement et la cohésion à l'intérieur de la région méditerranéenne. Plus spécifiquement, il nous permettrait peut-être d'éviter le grave déséquilibre auquel nous expose le choc de l'énorme croissance démographique du Sud au cours des vingt prochaines années et l'importante différence de revenu entre les deux rives. Avoir des déséquilibres excessifs entre des pays voisins peut conduire à de très fortes tensions et avoir des conséquences négatives.
- GDF SUEZ** “ [...] pour que se mette en place un partenariat équilibré entre le Nord et le Sud de la Méditerranée. Un partenariat qui permette à des entreprises de s'implanter dans le Nord, et réciproquement, et aux échanges de se développer dans les deux sens.
- TEIAS** “ À condition toutefois que ces projets de coopération avec les Psem débouchent sur des gains régionaux et bilatéraux. Et qu'ils contribuent de manière positive à l'intérêt public et à la vie des gens dans la région.

## Une intégration régionale reposant sur un partage des compétences et des savoir-faire

CES DERNIÈRES années auront toutefois permis de faire évoluer les mentalités. On ne peut plus se permettre d'imposer un schéma convenu du Nord au Sud sans une forte intégration des pays du Sud. « *Cette association doit être envisagée comme un partenariat gagnant-gagnant* » souligne-t-on chez Areva. De même, Gérard Mestrallet reste critique quant à la démarche qui a prévalu à la mise en œuvre d'initiatives industrielles comme Desertec, qu'il trouve trop unilatérale : « *Un projet qui consistait à aller chercher le soleil chez les autres pour le ramener chez soi.* » Même discours chez Onee, qui insiste sur la nécessité de faire bénéficier à l'ensemble de la région des complémentarités entre le Sud et le Nord.

Ce partage des approches, de la valeur ajoutée et des technologies est d'autant plus impérieux, comme le souligne Antoni Flos, responsable de l'international chez Gas natural, ou André Merlin, président de Medgrid, que le Nord réduit sa consommation et que le Sud aura, démographie oblige, besoin de la quasi totalité de son électricité. Les besoins doivent donc être repensés dans cette perspective. Pour ce faire, la coopération doit être réalisée sur l'ensemble de la chaîne de production depuis la conception du projet jusqu'à sa commercialisation, dans une logique de coproduction. Les questions de transfert de savoir-faire et de formation sont donc centrales, d'autant que le secteur énergétique a un fort pouvoir de création d'emploi dans les Psem et de création de valeur ajoutée économique.

Plusieurs entreprises ont déjà engagé de telles actions mais de façon ponctuelle. Cet enjeu doit donc être systématiquement intégré dans les stratégies de développement des entreprises mais aussi dans les politiques de coopération régionale des États et des institutions concernées.

- AREVA** “ Le secteur énergétique est un secteur clé avec un immense potentiel de coopération industrielle pour l'ensemble de la région [...] Les pays européens, en retour, devront faire bénéficier ces pays de leur expérience dans le domaine de l'électricité renouvelable et du développement des infrastructures. Des filières industrielles pourraient ainsi émerger ce qui contribuerait au développement économique des pays méditerranéens.

- GAS NATURAL** “ Ce qui laisse à penser que l'on doit reconsidérer les rôles actuels du Nord comme du Sud. Le Sud offre une excellente plate-forme pour la production d'électricité à partir des énergies renouvelables. Toutefois, au lieu d'envisager d'exporter cette électricité vers le Nord à travers une longue connexion, peu efficace et très coûteuse, nous devrions seulement penser à produire de l'électricité au Sud pour le Sud.
- GDF SUEZ** “ Il y a également les aspects liés au développement d'une filière énergétique dans le cadre de la transition énergétique et la question de l'efficacité énergétique.
- SIEMENS** “ Par exemple, à travers tous les projets [...] mes collègues français aident leurs partenaires algériens à développer leurs compétences et, naturellement d'ici à quelques années, ces derniers seront plus autonomes. Cette tendance doit nous obliger à améliorer notre offre, en France et en Europe. Si l'on souhaite continuer à faire des affaires avec ces pays du Sud, il nous faut trouver les produits qui répondent aux problématiques des cinq ou dix ans qui viennent.
- SONELGAZ** “ Le développement des énergies renouvelables est une opportunité pour créer durablement de la valeur ajoutée à travers le développement de l'industrie afférente [...], en plus de la coopération effective dans le domaine de la recherche. Sans oublier le volet formation et transfert de savoir de connaissance et de savoir faire qui revêt un caractère primordial et incontournable.

## Les entreprises, acteurs centraux du développement de la CME

L'UNION EUROPÉENNE est considérée comme un moteur dans ce projet. Reste que s'il faut une vision de long terme, les moyens pour y parvenir divergent. Du côté espagnol, on craint la surenchère bureaucratique. Pour créer cette communauté euro-méditerranéenne de l'énergie, mieux vaut se servir des institutions déjà existantes, les organiser davantage, les rationaliser. Antoni Flos propose par exemple de faire de cette CME une des branches de l'UPM.

L'idée d'une CME est mieux perçue côté français, que ce soit par Medgrid, GDF SUEZ ou Areva, ou allemand avec Siemens... Les entreprises auront tout à gagner s'il y a un marché commun de l'énergie et le même cadre réglementaire, selon Siemens.

Mais tous soulignent la confiance que l'on devrait accorder aux entreprises pour appuyer le développement de cette CME car elles recèlent une profonde connaissance du terrain, en complément de la vision politique de ce secteur.

- SONELGAZ** “ La volonté politique des partis constitue le cadrage nécessaire mais l'implication des opérateurs des deux rives est une condition de succès déterminante pour atteindre les objectifs de développement économique recherchés par le partenariat (générer de la valeur ajoutée, créer des emplois, voire viser la stabilité au niveau régional) et relever le défi de la transition énergétique.

## Conditions nécessaires à l'émergence d'une CME : recommandations des chefs d'entreprise

### Un cadre réglementaire qui protège les investissements et facilite les échanges

IL PARAÎT nécessaire d'établir un cadre multilatéral plus formalisé de protection des investissements, par exemple par le biais de l'extension du traité de la Charte de l'énergie aux pays du Sud de la Méditerranée. Il faut également ouvrir les marchés des deux rives aux différents acteurs économiques, par exemple par le biais de l'article 9 de la directive européenne de l'énergie.

### Une politique énergétique européenne claire de l'UE, alliant les pays du Sud

SI L'UE DOIT AVOIR une vision plus claire des objectifs qu'elle veut mettre en œuvre, elle ne peut faire l'impasse sur sa relation avec le Sud. Les intervenants estiment qu'elle doit mener les deux de front en alliant en son sein les institutions et les entreprises.

### Une convergence d'actions par le soutien aux projets existants comme Medgrid et Med-REG

IL EXISTE PLUSIEURS acteurs dans ce domaine, comme Medreg et Med-Tso. Les entreprises soulignent la nécessité de les coordonner et de faire en sorte qu'elles soient davantage tournées vers l'Afrique du Nord, en développant des accords bilatéraux.

### Un marché de l'électricité dans les pays méditerranéens

IL FAUT POUR CELA développer des autoroutes de l'électricité (Medgrid) et, par exemple, suivre l'expérience du développement du marché de l'électricité en Libye, où des partenariats entre entreprises du Nord et du Sud ont été réalisés de manière avantageuse. Un modèle qui pourrait être dupliqué, tout comme certaines innovations technologiques dans le domaine de l'efficacité énergétique, sur la base d'expériences comme celle de l'usine Renault à Tanger. La question de la convergence normative est également nécessaire pour cet objectif.

### Un réseau énergétique transméditerranéen

EN EUROPE, il existe déjà un système d'interconnexion dans le gaz et l'électricité, mais il faut encore le développer. Sur la Rive Sud de la Méditerranée c'est un processus à enclencher, avec le soutien de pays comme la Turquie, qui agissent sur les deux rives en ce sens.

## Un cadastre des énergies renouvelables dans les Psem

LA QUESTION du foncier est un point important pour le développement des énergies renouvelables, tout comme le répertoire des apports énergétiques liés à l'ensoleillement, aux vents, sur des territoires précis en terme de potentiel de production d'énergie. Cela permettrait d'orienter les flux d'investissement en énergies renouvelables selon les potentiels de production des territoires et de gagner ainsi en ratio production/coût d'investissement.

## Une coproduction et le transfert de savoir-faire

LA COOPÉRATION énergétique doit permettre de bâtir un bénéfice commun sur la base de la coproduction et du transfert de savoir-faire. Une coopération industrielle doit être soutenue sous des formes juridiques (joint venture) ou opérationnelles (conception et exécution commune d'un projet) et doit permettre un transfert de savoir-faire et donc de valeur ajoutée entre les pays du Nord et du Sud.

Le développement de centres de formations euro-méditerranéens sur ces aspects doit être un objectif partagé, afin de développer l'emploi dans la région ainsi que de nouveaux marchés.

## CONCLUSION

### Convergence de points de vue avec Ipemed

- ✓ Passer du court terme à une vision à long terme.
- ✓ Passer d'une approche commerciale à une intégration régionale par la coproduction.
- ✓ Passer d'une démarche européenne individualiste à une démarche collective méditerranéenne.
- ✓ Passer d'un accord politique Nord-Sud à une alliance méditerranéenne s'appuyant sur les institutions et les entreprises de la région.



# IPEMED

- INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN -

L'Institut de prospective économique du monde méditerranéen, IPAMED, est une association reconnue d'intérêt général, créée en 2006. Think tank promoteur de la région méditerranéenne, il a pour mission de rapprocher par l'économie, les pays des deux rives de la Méditerranée. Il est indépendant des pouvoirs politiques dont il ne reçoit aucun financement. > [www.ipemed.coop](http://www.ipemed.coop)